



LE 12 NOVEMBRE : TOUS EN GRÈVE DANS L'ÉDUCATION !

NON AUX SUPPRESSIONS DE POSTES !

Le projet de loi de finances 2019 renoue avec la logique de suppressions de postes, une logique appelée à s'amplifier dans les années suivantes pour atteindre les 50 000 suppressions annoncées de fonctionnaires de l'État. **Avec 2 650 postes d'enseignant-es et 400 de personnels administratifs supprimés, c'est une nouvelle dégradation des conditions d'études des élèves et de travail des personnels qui est programmée. Cela n'est pas compatible avec l'ambition d'un enseignement de qualité et d'une plus grande égalité de réussite, ni d'une bonne administration du système éducatif.**

LE MÉPRIS POUR NOS CONDITIONS DE TRAVAIL

En effet l'affichage d'une pseudo priorité au primaire traduite par l'annonce d'une dotation de 2 325 postes dans le premier degré est surtout médiatique. La réalité est tout autre. Cette dotation est bien insuffisante pour couvrir les mesures de dédoublement des CP et CE1 en REP et REP+ ainsi que l'abaissement à trois ans de la scolarité obligatoire. Ces attaques inacceptables contre l'École publique et ses personnels font écho avec les attaques contre le statut général des fonctionnaires et les 120 000 suppressions de postes prévues dans la Fonction publique, sur le quinquennat. **Toutes les suppressions de postes programmées ne manqueront pas de dégrader plus encore nos conditions de travail, qui sont déjà particulièrement mises à mal.**

DES REFORMES CONTESTEES

Les dernières mesures mises en avant vont en effet dans le sens d'une idéologie qui prône la sélection et l'élitisme pour les élèves. **L'individualisation règne, chaque élève est déclaré maître de son avenir scolaire professionnel** ce qui permet de dédouaner l'État qui ne semble plus lutter efficacement contre les inégalités qui se creusent. **La réforme du lycée, quant à elle, conçue sans dialogue avec les personnels, suscite, de vives inquiétudes.** Par ailleurs, nous nous opposons à la fusion à marche forcée des académies et réclamons le maintien d'un véritable service public de proximité.

LE SCANDALE DES SALAIRES TOUJOURS GELÉS !

La valeur du point d'indice a été gelée de 2010 à 2016 et l'est de nouveau depuis 2017, les retenues pour pension civile ont augmenté, et la CSG majorée de 1,7 point. Le gouvernement n'a pas saisi l'occasion du rendez-vous salarial pour revaloriser les salaires des agent-e-s publics : il maintient le gel de la valeur du point d'indice et ne propose que quelques mesures dont la portée sera limitée. **Dans l'Éducation nationale, la crise de recrutement nécessite tout particulièrement cette revalorisation salariale. Et la réponse n'est pas celle des heures supplémentaires... supplémentaires !**

RÉFORME DES RETRAITES : UNE DÉGRADATION ANNONCÉE DE NOS PENSIONS ?

Jean-Paul Delevoye, haut-commissaire à la réforme des retraites, a confirmé l'intention du gouvernement d'instaurer un régime universel par points en vigueur à partir de 2025 et donc de supprimer le Code des pensions. **Cela signifierait la fin de la référence aux 6 derniers mois de salaire, dès lors, les salarié-es ne pourront plus prévoir leur âge de départ ni le montant de leur retraite, c'est pourquoi nous nous opposons à ce projet.**

Les organisations CGT-Educ'action, FSU, SGEN-CFDT, SNALC, Sud Éducation de l'Aveyron appellent les personnels de l'éducation nationale à se mettre tous en et à venir manifester à Rodez :

**RASSEMBLEMENT DÉPARTEMENTAL
à Rodez, place d'Armes, à partir de 14h00**